

Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil
à l'interpellation Muriel Thalmann et consorts –
Les bibliothèques scientifiques suisses en réseau : la BCU laissée à l'écart de cette révolution
technologique ?

Rappel de l'interpellation

La plateforme Swisscovery a été mise en fonction début décembre 2020 : ce premier réseau national de bibliothèques rassemble les catalogues de plus de 470 bibliothèques scientifiques suisses, le Swiss Library Service Platform (SLSP) ; il réunit des bibliothèques qui ont non seulement un caractère scientifique mais qui accueillent aussi un plus large public, comme c'est le cas pour la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU).

D'autres bibliothèques vont se joindre progressivement aux 470 bibliothèques déjà affiliées – comme celles des universités de Bâle, Berne, Fribourg, Genève, St-Gall, Zurich, l'EPFL et de nombreuses hautes écoles ; on parle par exemple des bibliothèques de l'administration fédérale ou de la Bibliothèque nationale.

La création de ce réseau national permet de mettre fin à la cohabitation de nombreux réseaux régionaux parallèles et ouvre la possibilité de prêts de livres dans toute la Suisse, une aubaine pour nos chercheurs et nos scientifiques qui bénéficient ainsi d'une amélioration de leurs conditions de travail, mais aussi pour le large public.

Selon un article du Temps, paru le 7 décembre et intitulé « Petite révolution pour les bibliothèques suisses », la BCU-Lausanne semble faire cavalier seul ; sa directrice indique qu'elle aurait l'intention de « travailler ensemble » et que « cette intégration pourra prendre plusieurs formes », ce qui semble indiquer qu'elle n'a pas l'intention de rejoindre ce réseau.

La BCU-Lausanne, qui a récemment mis en place son propre système Renouvaud qui intègre les bibliothèques scolaires du Canton, semble donc se mettre en marge d'une "plateforme de service de nouvelle génération, unique et nationale, qui permet d'accéder aux ressources papier et électronique et qui ouvre une possibilité de prêt à travers toute la Suisse" et se priver ainsi d'une occasion unique.

Cette position est difficile à comprendre de la part d'une bibliothèque cantonale et universitaire.

Au vu de ce qui précède, j'ai l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- 1. Pour quelle raison la BCU-Lausanne n'a-t-elle pas rejoint ce réseau national suisse des bibliothèques scientifiques, qui présente des avantages certains pour une bibliothèque à vocation universitaire ?*
- 2. La BCU-Lausanne a-t-elle l'intention de rejoindre rapidement ce réseau? Dans l'affirmative dans quels délais ?*

Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.

Réponse du Conseil d'Etat

Rappel du contexte

L'environnement des bibliothèques académiques suisses, dites bibliothèques scientifiques et patrimoniales (S&P), se transforme effectivement en profondeur puisque celles-ci se regroupent sur la plateforme Swiss Library Service Platform (SLSP). Plus précisément, 470 bibliothèques ont déjà rejoint cette plateforme depuis fin 2020, dont celles des universités de Bâle, Berne, Fribourg, Genève, St-Gall, Zurich, l'EPFL et de nombreuses hautes écoles spécialisées. De leur côté, des bibliothèques moins spécifiquement académiques, comme par exemple la Bibliothèque nationale suisse (BNS), n'envisagent pour l'instant pas de le faire.

Bien conscientes de ce changement de contexte, la BCU-Lausanne et la coordination du réseau vaudois RenouVaud sont en contact régulier, et depuis de nombreuses années, avec la direction de projet SLSP et les responsables techniques de celui-ci afin de voir si – et comment – intégrer au mieux SLSP et de permettre une éventuelle migration la plus simple possible du point de vue technique.

Il convient ici, d'une part, de souligner l'avance technologique du canton de Vaud et de la BCU-Lausanne qui, loin de se mettre en marge de l'innovation technologique qu'incarne SLSP, l'ont précédée de plusieurs années. La création du réseau RenouVaud a été adoptée par le Grand Conseil en novembre 2015 à la suite du retrait vaudois du réseau romand RERO. Ce retrait était motivé, précisément, par l'incapacité de RERO à répondre aux impératifs d'évolution technologique liés au développement des ressources numériques. Cette décision a permis au canton de Vaud de disposer d'une plateforme de dernière génération (la solution cloud Alma/Primo de la société ExLibris) avant tous les autres grands acteurs suisses, de sorte que les bibliothèques vaudoises ont ainsi pu, principalement dans le domaine des ressources numériques, bénéficier en primeur suisse de cette avance technologique. RenouVaud a en effet été mis en production en août 2016, tandis que la BNS a migré sur la même solution fin 2018 et que SLSP n'est opérationnel sur les mêmes outils que depuis fin 2020.

D'autre part, il faut rappeler la particularité du réseau vaudois RenouVaud, qui est d'être hétérogène : en effet, il gère à la fois des bibliothèques S&P et des bibliothèques scolaires et de lecture publique (ELP). Or cela représente deux environnements stratégiques distincts :

1. pour les bibliothèques ELP, l'échelle cantonale du réseau est celle qui convient le mieux pour des raisons de flexibilité et de proximité ;
2. pour les bibliothèques S&P, l'échelle cantonale n'est pas congruente avec le périmètre d'activité de l'enseignement et la recherche des hautes écoles, lequel est national, voire international : ne pas participer à SLSP isolerait donc les hautes écoles vaudoises.

Aussi, une réflexion stratégique RenouVaud/SLSP a-t-elle été menée avec les prescripteurs, les professionnels et les tenants des principaux réseaux bibliothécaires suisses.

Les enjeux suivants ont été identifiés :

1. participer à la plateforme nationale SLSP ou risquer l'isolement ;
2. assurer aux usagers des hautes écoles les services et les outils adéquats et performants pour un enseignement et une recherche de pointe ;
3. garantir la meilleure prestation services/coûts pour les usagers et professionnels et assurer l'efficacité des financements publics ;
4. assurer les moyens à disposition pour des évolutions de services destinés à rester compétitifs ;
5. fédérer les professionnels dans leur domaine d'activité, que celui-ci soit académique ou scolaire.

Sur cette base, trois scénarios d'évolution stratégique ont été examinés :

- A : RenouVaud et SLSP restent deux systèmes indépendants, mais qui se connectent au sein du même outil (Alma/Primo d'Exlibris)
- B : Le domaine S&P de RenouVaud migre seul sur SLSP, le domaine ELP restant inchangé.
- C : L'ensemble de RenouVaud (S&P et ELP) migre sur SLSP.

Compte tenu des deux environnements stratégiques différents selon que les bibliothèques soient S&P ou ELP, le scénario B (migration du domaine S&P de RenouVaud sur SLSP) a été retenu par le comité de pilotage de la réflexion.

Réponses aux questions

1. Pour quelle raison la BCU-Lausanne n'a-t-elle pas rejoint ce réseau national suisse des bibliothèques scientifiques, qui présente des avantages certains pour une bibliothèque à vocation universitaire ?

En mars 2020, le Conseil d'Etat a validé le choix du scénario stratégique B pour RenouVaud, lequel prévoit une migration du seul domaine S&P sur SLSP, tandis que le domaine ELP en reste à RenouVaud. Il a autorisé la cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) à poursuivre les négociations avec SLSP quant aux conditions d'achat et de vente de prestations par RenouVaud qui, rappelons-le, a cinq ans d'avance dans la mise en œuvre des nouvelles technologies visées par la présente interpellation. Le Conseil d'Etat l'a également chargée d'élaborer un plan d'action détaillé pour une mise en œuvre du scénario B et de ses conséquences financières pour le Canton de Vaud. La BCU-Lausanne travaille actuellement à l'élaboration de ce plan stratégique, l'examen des coûts, entre autres, étant fondamental pour la négociation.

2. La BCU-Lausanne a-t-elle l'intention de rejoindre rapidement ce réseau? Dans l'affirmative dans quels délais ?

La BCU-Lausanne travaille à rejoindre rapidement ce réseau et est en contact très régulier avec SLSP à ce sujet. Cependant, SLSP n'est pas en mesure de fournir un tarif définitif et ferme pour ses prestations avant le 1^{er} trimestre 2022, ce qui ne permet pas de planifier la concrétisation du scénario stratégique retenu avant août 2023 au plus tôt : en effet, un certain nombre d'étapes ne pourront être franchies qu'après la communication de ses prix par SLSP. Il faut toutefois relever que ce temps permettra de négocier judicieusement avec SLSP les prestations ainsi que les coûts effectifs des services du réseau suisse.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 31 mars 2021.

La présidente :

N. Gorrite

Le chancelier :

V. Grandjean